



MIGRINTER (CNRS- UMR 7301) de l'Université de Poitiers et LARLANCO de l'Université Ibn Zohr, en partenariat avec la SFSIC et l'Association marocaine des sciences de l'information et de la communication (AMSIC), organisent du 23 au 25 avril 2014, la deuxième édition du colloque international pluridisciplinaire d'Agadir :

Le changement entre stratégies médiatiques et pratiques communicatives citoyennes

L'évolution de nos sociétés ces dernières années a engendré de grands bouleversements aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud sur le plan culturel, linguistique, social, économique et politique. En effet, le rôle joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les changements récents, dans l'espace méditerranéen et dans d'autres régions du monde, nous pousse à de multiples interrogations sur les rapports entre médias et transformation de l'ordre social et politique.

Ces mouvements renvoient à des réalités et à des contextes sociopolitiques et historiques fort différents mais révèlent une constante présence de la volonté du changement. Il est dès lors question de saisir les constances et les ruptures propres à ces phénomènes en matière de mobilisations sociales et politiques. Quels sont donc les facteurs sociopolitiques, économiques, culturels, artistiques, techniques, etc., favorisant le changement et les mobilisations citoyennes ?

Nous cherchons aussi à saisir comment le fait médiatique est-il appréhendé selon les modalités de son inscription dans la matérialité discursive : comment sont construites les marques des prises de positions énonciatives dans un contexte de bouleversement social et politique. Par exemple, dans un monde où les conditions de prise de la parole sont limitées, fixées par le pouvoir politique, par un cadre social ou culturel, quelles sont les stratégies rhétoriques, argumentatives, stylistiques et médiatiques mises en œuvre par les citoyens, au statut souvent de « sans-voix », dans les réseaux sociaux, les forums, les blogs, les SMS pour contourner la censure imposée par les normes socioculturelles ou encore par des régimes politiques ?

Ces évolutions renvoient entre autres aux processus d'appropriation de diverses modes d'expression par les citoyens dans une perspective de changement. Comment les expressions artistiques ou médiatiques peuvent-elles mettre en relief l'évolution des pratiques sociales, politiques, socioculturelles, artistiques et médiatiques conduisant *in fine* à l'émancipation sociale et politique ?

S'il ne subsiste aucun doute sur les capacités mobilisatrices des TIC quant à la transmission et la rapidité des échanges de l'information entre militants ou citoyens, marquent-elles pour autant une rupture dans la forme et la nature d'un activisme régulier et encadré par les grandes structures militantes reconnues et s'inscrivant dans la continuité de l'organisation idéologique classique ?

Sur un autre plan, le changement au niveau des pratiques professionnelles implique l'adaptation, l'évolution ou la remise en cause des normes et cadres en vigueur. Les pratiques reposent en partie sur des éléments plus ou moins stables telle que la culture et sur d'autres éléments contingents relatifs aux contextes psychologiques, organisationnelles, économiques, etc. Comment dès lors les pratiques professionnelles révèlent-elles la nature du changement et montrent-elles une évolution du cadre organisationnel ?

Il est intéressant d'observer que les mouvements de mobilisations sociopolitiques peuvent renvoyer à la notion d'espace public au sens d'une diversité d'espaces non pas unifiés mais partiels, distincts et entrelacés. Ces mouvements renvoient également à d'autres notions qui proposent une vision de l'espace public illustrée par des « contre-publics » qui contestent les normes dominantes et mettent en place de nouveaux modes d'expression et d'action publiques. L'usage des TIC ou des réseaux sociaux numériques est-il de nature à illustrer les modalités d'expression dans ces « nouveaux » espaces publics ? Quels sont les contextes d'énonciation du discours des nouveaux supports de communication ? Quel est l'effet déclencheur de la prise de parole ? Comment l'énonciateur dans ces nouveaux médias s'adaptent-t-il à son public ? Quelles sont les formes de stéréotypes en relation avec l'imaginaire des groupes socioculturels qui s'expriment dans les médias nouveaux ou anciens ?

Dans ce sens, l'avènement du Web participatif a consolidé certaines formes d'action « à distance ». Les diasporas et les médias des minorités ethniques ont à ce propos joué un rôle déterminant dans la visibilité des différentes formes de mobilisation sociale. En effet, à travers la blogosphère, des citoyens vont s'approprier des espaces virtuels et les transformer en espaces dédiés à la médiation sociale et économique, à l'initiation de nouveaux projets de coopération et de développement, à la dénonciation des injustices, etc. La place du médium dans ce cas est cruciale : le choix de la langue d'usage, des images, des vidéos, des formes artistiques comme un lieu de médiation, vise aussi bien les citoyens « réellement » engagés sur le terrain que les citoyens présents dans les espaces virtuelles. Cette idée d'agir « à distance » peut-elle relever un changement dans les modalités d'action sur le cadre économique, social et politique ou artistique ?

Pour répondre à ces interrogations, les contributions devront favoriser les éléments de réponse, s'inscrivant dans la durée, pour mieux approcher et conceptualiser les mouvements de changement et de mobilisations sociales et politiques. Une dimension diachronique et historique est également envisageable afin d'opérer une distinction entre les divers mouvements sociaux. Le colloque ambitionne, à travers les approches pluridisciplinaires proposées dans les diverses contributions, l'analyse des relations entre le matériel, le symbolique et le social permettant ainsi la compréhension des diverses transformations de nos sociétés.

Les propositions pourront s'insérer dans les axes suivants :

- 1. Usages des médias, changement et mobilisations sociales et politiques : modalités et enjeux.**
- 2. Changement et formes d'expressions artistiques, langagières, de mobilisations, d'activisme et de défense des droits de l'homme.**
- 3. Evolution des pratiques professionnelles des initiatives développement social, économique, culturel.**
- 4. Changement et « nouveaux » espaces publics**
- 5. Diasporas, minorités ethniques, linguistiques ou régionales et formes d'action « à distance »**

Calendrier et Modalités pratiques :

- Date limite de soumission des propositions de communication de 2 500 signes (+ nom de l'auteur, fonction et adresse électronique, numéro de l'axe) : **25 octobre 2013**
- Les propositions, qui seront évaluées en double aveugle, doivent être envoyées aux adresses suivantes : fdaghmi@univ-poitiers.fr ; a.amsidder@uiz.ac.ma
- Date de notification de la décision du comité scientifique : **10 novembre 2013.**
- Date d'envoi des articles complets (25 000 signes espaces compris) : **15 janvier 2014.**
- Date limite de renvoi des articles modifiés et corrigés : **10 mars 2014.**
- Publication des actes : pour le colloque.

Frais d'inscription :

Les frais d'inscription comprenant les actes, les pauses café et les déjeuners pour les 3 jours sont de 150 euros (ou équivalent) pour les enseignants-chercheurs et de 75 euros (ou équivalent) pour les doctorants. Pour les chercheurs marocains, les frais d'inscription sont respectivement de 1000 dhs et de 500 dhs.

Pour l'hébergement, une liste d'hôtels à un tarif préférentiel sera proposée par les organisateurs du colloque.

Comité scientifique

Driss Ablali, Université de Lorraine
Christian Agbobli, Université du Québec à Montréal
Abdellatif Ait Heda, Université Ibn Zohr
Abderrahmane Amsidder, Université Ibn Zohr, Agadir
Françoise Bernard, Université d'Aix-Marseille
Marc Bonhomme, Université de Berne
Stefan Bratosin, Université de Montpellier 3
Larbi Chouikha, IPSI, Université La Manouba, Tunis
Fathallah Daghmi, Université de Poitiers
Mohamed Kamel Doraï, CNRS, Migrinter
Philippe Dumas, Université du Sud, Toulon-Var
Jamaa Faouzi, Université Ibn Zohr
Béatrice Fleury, Université de Lorraine
Gino Gramaccia, Université Bordeaux
Pierre Patrick Haillet, Université Cergy-Pontoise
Francis Jauréguiberry, Université de Pau
Oumar Kane, Université du Québec à Montréal
Alain Kiyindou, Université de Bordeaux
Brahim Labari, Université Ibn Zohr
Patrice de Labroise, Université de Lille 3
Abdenbi Lachkar, Université Ibn Zohr

Jean-Paul Lafrance, Université du Québec à Montréal
Anne-Marie Laulan, Institut des Sciences de la Communication du CNRS
Christian Le Moëne, Université de Rennes
Brigitte Lepez, Université Charles de Gaulle Lille 3
Aissa Merah, Université de Béjaia
Bernard Miège, Université de Grenoble
Hassan Moustir, Université Mohammed V – Agdal, Rabat
Loum Ndiaga, Université du Québec en Outaouais
Nicolas Pélissier, Université Nice Sophia Antipolis
Serge Proulx, Université du Québec à Montréal, Paris Télécom ParisTech
Olivier Pulvar, Université des Antilles et de la Guyane
Farid Toumi, Université Ibn Zohr, Agadir
Jacques Walter, Université de Lorraine

Comité d'organisation

Abderrahmane Amsidder, Université Ibn Zohr, Agadir
Fathallah Daghami, Université de Poitiers
Farid Toumi, Université Ibn Zohr, Agadir
Khadija Youssoufi, Université Ibn Zohr, Agadir
Etudiants du Master « Communication des organisations », Faculté des Lettres, Agadir.
Doctorants, Ecole doctorale « Langues et communication », Faculté des Lettres, Agadir